

LA SAINE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT:

Une composante essentielle à la croissance
économique et à la réduction de la pauvreté

CIDA ✦ ACIDI



Présenté par Dominic Bourcier
Chef, spécialistes en gestion des
finances publiques, Direction générale
des programmes géographiques

**Dans le cadre de la 19^e Journée
portes ouvertes de l'ASDEQ-
Outaouais**

14 novembre 2011

SGDE # 5829603



Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international

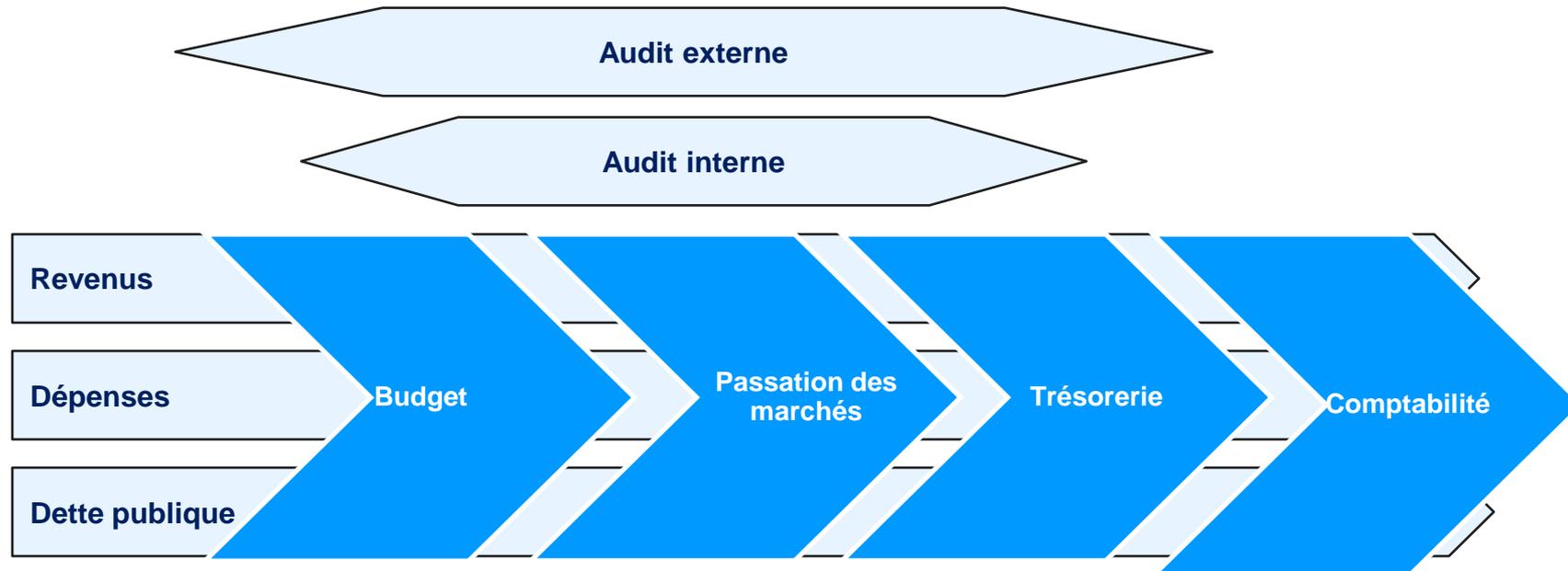
Canada

Qu'est-ce que la gestion des finances publiques et la passation des marchés publics ?

- La gestion des finances publiques (GFP)
 - Se rapporte aux processus et systèmes de gestion des recettes, des dépenses et de la dette publique d'un pays pour atteindre la discipline budgétaire globale, l'allocation stratégique des ressources et la prestation de services efficaces
- La passation des marchés publics (PMP)
 - Se rapporte à l'acquisition de services, de biens et de travaux publics de manière à atteindre l'optimisation des ressources, la transparence et l'équité. Ces acquisitions sont soutenues par un cadre juridique, réglementaire et politique.
 - Composante-clé des systèmes de GFP

Quels sont les systèmes GFP des pays?

Les arrangements nationaux qui sont établis dans la législation nationale, y compris:



Pourquoi la gestion des finances publiques est-elle importante?

- La GFP soutient la stabilité fiscale et macro-économique, oriente l'allocation des ressources publiques aux priorités nationales, appuie la prestation efficace des services, et rend possible la transparence et le contrôle des fonds publics
- Un système de GFP fiable est un catalyseur pour la croissance économique durable et la réduction de la pauvreté à long terme, appuyant la création d'un environnement propice à l'investissement et à l'innovation et permettant au pays partenaire de gérer son propre développement

Pourquoi l'ACDI s'intéresse davantage aux systèmes de GFP des pays partenaires?

- L'ACDI achemine de plus en plus d'aide par le biais des systèmes nationaux de GFP (plus de 350 M\$ / année), et doit donc bâtir son expertise et sa capacité à évaluer et à renforcer ces systèmes;
- La Politique du CT sur les paiements de transfert et la Politique de l'ACDI sur l'évaluation du risque fiduciaire exigent que l'Agence procède à une analyse des systèmes de GFP avant de s'engager dans un projet où les fonds seront acheminés vers les pays bénéficiaires (directement ou via des fonds fiduciaires / autres bailleurs de fonds);
- Des systèmes de GFP sains permettent d'appuyer un double objectif pour l'ACDI:
 - Développement: une prestation de services publics aux citoyens qui est efficace, transparente et responsable, contribuant à la réduction de la pauvreté
 - Fiduciaire: atténue le risque fiduciaire et l'incidence de corruption, fournissant l'assurance à l'ACDI que les fonds versés sont utilisés aux fins prévues

Évolution de l'agenda international de l'efficacité de l'aide

- Années 1990 – critiques grandissantes demandant si les programmes d'aide des donateurs ont un impact, publication par l'OCDE en 1996 de « *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle* »
- Années 2000 – la communauté internationale s'entend sur un ensemble de problèmes et de solutions de base
 - **ODM** (2000) – la communauté internationale s'entend sur des objectifs et des enjeux clés
 - **Déclaration de Rome** (2003) – identification des problèmes de gestion de l'aide
 - **Déclaration de Paris** (2005) – accord sur :
 - cinq principes d'efficacité de l'aide (appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilisation mutuelle)
 - **Programme d'action d'Accra** (2008) – renforcement des objectifs de la Déclaration de Paris
 - **Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide 4 (29 nov. – 1 dec., 2011)** – Busan, Corée

Bénéfices de l'efficacité de l'aide

Efficacité de l'aide permet de:

- Mettre l'accent sur les besoins du pays
 - Dans le passé, les intérêts des donateurs ont parfois relégué au second rang l'efficacité et l'effcience de la lutte contre la pauvreté.
- Renforcer la cohérence des politiques et cibler les efforts permettant un allègement du fardeau des pays partenaires
 - Plus de 230 organisations, fonds et programmes internationaux sont actifs dans le domaine de l'aide.
- Augmenter la performance de systèmes gouvernementaux dans les pays partenaires
 - Une approche viable au développement

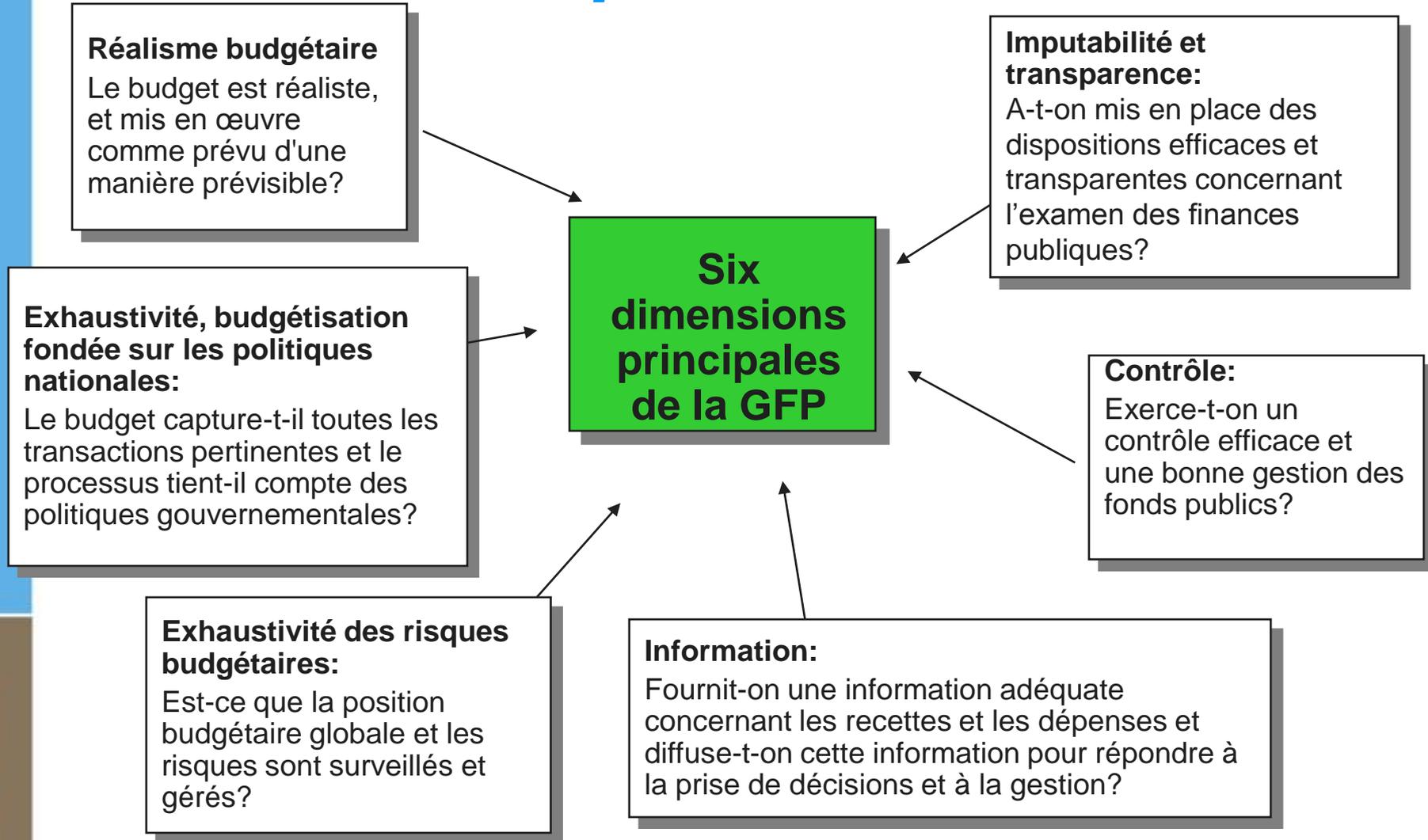
4 principaux axes d'intervention en GFP au niveau des pays partenaires

Axes d'intervention	Accomplissements
1. Évaluation de la performance en GFP	Adoption et mise en oeuvre généralisée d'un cadre harmonisé d'évaluation (PEFA)
2. Renforcement des systèmes de GFP	Mise en œuvre de programmes de réforme de la GFP au niveau des pays
3. Utilisation des systèmes de GFP	Promotion de l'utilisation des systèmes par l'entremise des cibles de Paris & Accra
4. Renforcement des institutions de responsabilisation	Identification des bonnes pratiques dans l'appui aux ISC et aux Parlements

La méthodologie PEFA

- Partenariat formé en 2001 par plusieurs grands bailleurs de fonds pour développer un approche uniforme d'évaluation de la GFP
- Développe en 2005 le Cadre de mesure de la performance en GFP
 - 28 indicateurs de haut niveau mesurés (+ 3 indicateurs liés aux donateurs)
 - Mesure le progrès dans le temps de la performance d'un pays donné (n'a pas été élaboré comme outil de comparaison entre les pays)
- Devenu l'outil de référence d'évaluation et de diagnostic en GFP pour les bailleurs de fonds (incl. ACIDI)
- Plus de 100 pays évalués à ce jour

Les 6 dimensions de la GFP évaluées par le cadre PEFA



Exemples d'éléments recherchés dans un système GFP organisé et transparent

Élément de GFP	Équivalent canadien	Exemples des pays en développement
Cadre législatif et réglementaire lié à la GFP	Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP)	<ul style="list-style-type: none"> ●SISTAFE (Mozambique) ●Financial Administration Regulations (Nepal)
Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)	Mise à jour annuelle des niveaux de référence (ARLU)	
Compte de Trésor centralisé	Fonds du revenu consolidé (Receveur général du Canada)	<ul style="list-style-type: none"> ●CUT (Mozambique) ●Exchequer (Tanzanie)
Système financier intégré	SIA (SAP)	<ul style="list-style-type: none"> ●IFMIS (Kenya) ●BAS (Afrique du Sud)
Institution supérieure de contrôle efficace et indépendante	Bureau du Vérificateur Général du Canada	<ul style="list-style-type: none"> ●Ghana Audit Services (Ghana) ●Section des Comptes de la Cour Suprême (Sénégal)

Tendances émergentes en GFP

- Bailleurs de fonds “traditionnels” révisent leur engagement à utiliser intégralement les systèmes de GFP des pays:
 - promotion d’une approche progressive
 - conditionnalité politique / certification préalable
- Donateurs émergents avec des intérêts différents (ex: Chine, fonds privés)
- Changement d’emphase de la gestion des dépenses à la gestion des recettes (mobilisation des recettes, transparence)
- Nouvelles initiatives conjointes des donateurs visant des composantes spécifiques des systèmes de GFP:
 - Institutions supérieures de contrôle: *INTOSAI-Donor Cooperation (MoU)*
 - Comptabilité: *MOSAIC/IFAC*